

Major i.G. J.-P. TÖLKES

PARIS, le 23 juin 1998

CID, 5° Promotion

Division B, Groupe 5

A l'attention du Cadre Professeur B5/B6

M. le Colonel GROSMAIRE

Mémoire géopolitique

Thème : Deux acteurs principaux dans l'Asie-Pacifique : le Japon et la Chine

1. 1. Introduction

2. Le Japon

2.1 L'histoire du Japon

2.2 L'économie japonaise

2.3 Les forces armées du Japon

3. La Chine

3.1 L'histoire de la Chine

3.2 L'économie chinoise :

3.3 Les forces armées chinoises :

4. Les relations sino-japonaises

5. Conclusion

2. Introduction

L'océan Pacifique, couvrant plus d'un tiers de la surface du globe, sera sans conteste une des régions les plus dynamiques pour le siècle prochain. D'un côté il y a le continent des Amériques, de l'autre côté c'est l'Asie.

Libérée des retenues qu'imposait peu ou prou la guerre froide, la zone de l'Asie-Pacifique est porteuse de risques, voire de menaces qu'accroissent encore sa désorganisation et son manque de structures, la renaissance des nationalismes, la résurgence d'antagonismes longtemps étouffés, une certaine course aux armements et enfin un sentiment de vide stratégique.

Ce qui caractérise principalement la zone Asie-Pacifique durant la dernière décennie reste son formidable taux de croissance économique. Actuellement, le taux moyen de croissance de la région est de 7 à 8 %, mais pour certains pays, il dépasse 10 %. De 4% du PNB mondial en 1960, les économies performantes en Asie orientale sont passées à 25% et compteront pour 30% en l'an 2000. Sur près de 2 milliards d'habitants au moins, 200 millions ont un niveau de vie comparable à celui de 369 millions d'Européens. Le commerce intra-asiatique a dépassé celui avec le reste du monde.

On comprend bien alors que, dans une région où la croissance économique va entraîner des changements aussi radicaux, un nouvel équilibre soit en train de se construire qui aura des multiples conséquences.

Une des questions importantes pour le développement de la région Asie-Pacifique porte sur la relation entre deux pays de premier rang : le Japon et la Chine. Comment se développeront les deux pays et les relations entre eux ? Et quelles pourront être les conséquences pour la région ?

Le Japon et la Chine vont chercher à poursuivre leurs intérêts dans la région. Leurs intérêts sont à priori différents : la Chine cherche à sécuriser sa zone d'influence et les ressources pétrolières nécessaires pour son développement économique surtout pour la mer de la Chine du Sud. Les enjeux pour le Japon sont la conquête du marché chinois et la sécurisation des voies de communication maritimes, qui relient le Japon avec l'Océan Indien. Même si une guerre pour la poursuite des intérêts entre le Japon et la Chine n'est pas à exclure, une symbiose entre ces deux acteurs asiatiques principaux reste beaucoup plus probable.

Je vais d'abord développer les sujets de l'histoire, de l'économie et des forces armées pour le Japon et pour la Chine avant de regarder les relations entre les deux pays.

3. Le Japon

1. L'histoire du Japon

Le Japon se présente comme un ensemble composé de deux arcs jointifs placés devant l'espace continental sur environ 3000 kilomètres, de Taiwan au sud jusqu'à l'île de Sakhaline au nord. Le Japon est faiblement doté en espace et en ressources. Le pays, pour 60%, est recouvert de montagnes et de volcans ; ses 125 millions d'habitants se concentrent sur 150 000 kilomètres carrés. Grâce à sa situation, le pays dispose d'un espace maritime à la fois vaste et riche. Le plateau continental, avec 440 000 kilomètres carrés, équivaut à plus d'une fois la surface du pays (377 737 kilomètres carrés), la délimitation de la Zone Economique Exclusive (ZEE) multiplie celle-ci par douze, soit plus de 4,5 millions de kilomètres carrés. Du 50ème rang mondial en surface terrestre, le Japon arrive au 6^{ème} en surface globale . La couronne maritime du Japon, constituée officiellement de près de 6 500 îles , dont 430 habitées, a donc permis d'évoluer comme un monde en soi . Le Japon se comprend comme une puissance maritime, au moins dans la région adjacente.

L'archipel nippon a vécu des siècles sous l'influence de la Chine. Il en a hérité une partie de son écriture et le bouddhisme. La guerre sino-japonaise de 1894-1895 a donné Taiwan aux Japonais, qui l'ont gardé jusqu'en 1945, mais l'empire du Soleil-Levant a été obligé de renoncer à l'occupation de la presqu'île du Liaotung où se trouvait Port-Arthur . Pendant la première Guerre mondiale, les Japonais tentent de profiter de l'anarchie en Chine pendant que les européens sont occupés ailleurs. Après la guerre, un traité garantira l'indépendance et l'intégrité de la Chine. En 1931, l'armée japonaise occupe Mukden, capitale de la Mandchourie. Ce sera le début d'un développement qui conduira à la guerre avec la Chine en 1937, puis à la confrontation avec les Etats-Unis et au désastre final d'août 1945. Cette incroyable aventure a laissé de douloureux souvenirs dans l'esprit des peuples qui ont été occupés. Elle incite les Japonais à la plus grande prudence.

2. L'économie japonaise

L'archipel nippon est obligé d'importer la quasi-totalité des matières premières dont il a besoin, ainsi qu'un tiers de son alimentation. Le Japon est donc préoccupé par la liberté des voies de communication maritimes. Pour vivre, il faut compter sur la vente des produits manufacturés qu'il fabrique, sur son activité industrielle et commerciale. Il est ainsi devenu le troisième exportateur mondial. Les atouts industriels du Japon sont l'automobile, l'électronique grand public et les biens d'équipement professionnel. Tous ces produits sont très demandés par les pays en voie de développement économique, comme la Chine par exemple .

Partis d'une ruine totale en 1945, les Japonais sont aujourd'hui au deuxième rang pour le PIB (environ 8 % du total mondial) . Après la Seconde Guerre mondiale le Japon s'est concentré sur la mise en place de son économie, en négligeant sa politique de défense. Cette négligence du facteur militaire, qui lui était d'ailleurs imposé par le traité

d'armistice, tenait compte d'une alliance de défense américano-nippone. La concentration sur l'économie permettait au Japon de rattraper les Etats industriels européens dans les années 60, et de les doubler dans la décennie suivante.

Son économie se trouvait en stagnation au début des années 1990, et depuis la situation économique se détériore légèrement, mais constamment. Ce développement mène le Japon, après une période d'importants investissements dans le monde entier, à concentrer ses investissements sur le continent auquel il appartient. Par exemple, le Japon s'est engagé fortement pour le développement de l'ANSEA. Est-ce que cela veut dire que le Japon va concentrer ses actions économiques dans les pays membres de l'ANSEA ? Bien sûr, il cherchera à investir en Asie de l'est et du sud-est ainsi qu'en Océanie et en Australie. Ce qui lui faciliterait en outre l'accès aux producteurs des matières premières. Par ailleurs, le Japon s'attend pas à que son bilan commercial se développe.

Certes, l'ouverture des frontières de la Russie orientale attire les intérêts commerciaux japonais. Pour preuve, un échange économique intense s'est développé entre le Japon du Nord et la région autour de Vladivostok. Actuellement, l'importance de cet échange n'est pas majeure. Mais on parle déjà d'un triangle économique émergent : Japon - Corée - Russie orientale. En outre, les Japonais vont exploiter chaque possibilité pour s'engager en Sibérie : cela concernera les matières premières, l'exploitation pétrolière et la construction de l'infrastructure dans les industries chimique et sidérurgique. Mais tout cela est de peu d'importance face au développement possible et probable des relations économiques entre le Japon et la Chine : en effet, l'avenir du Japon dépend largement du nombre et du type de ses relations avec la Chine.

Le Japon a donc besoin d'élargir son rayon d'action économique. Pour cela il lui faut des nouveaux marchés à conquérir afin de satisfaire les besoins et la productivité de son économie. Dans ce cadre, le marché chinois serait une bonne solution aux problèmes économiques du Japon.

3. Les forces armées du Japon

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, la politique de défense du Japon a été solidement encadrée par l'article 9 de sa Constitution et par le traité de sécurité avec les Etats-Unis. Le premier lui interdisait de participer à un système de défense collectif et le second le plaçait sous la protection américaine en ne lui reconnaissant le droit qu'à des forces d'autodéfense très contrôlées. La Constitution de 1946 n'a pas empêché la création de forces dites d'autodéfense (FAD), mais celles-ci doivent être limitées à ce qui est nécessaire pour aider à repousser une invasion, avec l'aide des Etats-Unis. Les actuelles FAD ne sont pas de nature très agressive. Leur composante terrestre comporte 151 000 hommes. Le Japon s'est équipé d'un bon potentiel de protection des communications maritimes . Les forces aériennes

paraissent orientées uniquement vers la défense du territoire, avec environ 450 avions de combat et 28 stations radar.

Beaucoup de commentateurs voient dans l'accord américano-japonais de 1996 un pas vers une extension progressive de la zone couverte par l'alliance américano-nippone en dehors du territoire. Un débat a été lancé au Japon sur la nécessité de modifier la Constitution.

On se souviendra des décisions de mai 1981 d'étendre son périmètre de défense naval à 1 000 miles marins, et de décembre 1986 d'abandonner le principe de limitation de son budget de défense à 1 % de son PNB. Ainsi, le budget militaire est-il devenu (en dépit d'une légère baisse en 1996) le deuxième du monde, égalant les budgets chinois, coréens et taiwanais réunis. Les forces armées japonaises sont, et de loin, les premières de la zone, et se caractérisent, en particulier, par le très haut niveau technique de leur équipement.

On peut, avec la fin de la guerre froide, identifier un certain nombre de raisons à ce réarmement de fait :

1. La nécessité de paraître puissant face à l'éventualité, vraisemblable à terme, d'une réunification de la Corée, qui unie et forte, pourrait être un rival dans tous les domaines.
1. La volonté de maintenir un équilibre avec une Chine qui cherche à affirmer sa puissance et la conviction qu'un Japon fort aurait une influence dissuasive sur des velléités de règlement militaire du problème du Taiwan ainsi que pour la sécurité des voies de communication maritimes vitales pour le Japon.
1. La certitude qu'un Japon puissant obtiendrait de meilleurs résultats dans une inévitable négociation avec la Russie pour la récupération des Kourilles.
1. Enfin, dans sa demande constante pour accéder au Conseil de sécurité de l'ONU comme membre permanent, le Japon doit montrer qu'il est prêt et apte à participer aux opérations de l'Organisation internationale autrement que par des financements ou des détachements symboliques. Ainsi ce pays, qui a fait officiellement acte de candidature (27 septembre 1991), ne manque pas d'arguments pour développer sa puissance militaire, déjà considérable, surtout dans les domaines naval et aérien.

On doit faire à cet égard trois remarques : le Japon a jusqu'à présent maintenu sa résolution de renoncer à l'armement nucléaire, bien que ses capacités techniques et industrielles lui permettent de le réaliser ; à l'origine, existent une aversion bien compréhensible de sa population envers l'arme nucléaire et une pression certainement très ferme des Etats-Unis. A terme, l'accession de la Corée du Nord au nucléaire militaire précédant une réunification de la péninsule serait certainement un facteur hautement déstabilisant dans ce domaine et pourrait amener le Japon à revoir sa position. A l'inverse, une décision positive de celui-ci, outre qu'elle serait très mal perçue dans la région (par la Chine en particulier), pourrait conduire la Corée à accélérer son processus de nucléarisation.

Toutefois, outre qu'elle fragiliserait davantage l'équilibre de cette zone, une telle décision risquerait fort aussi de réveiller dans les autres pays des souvenirs que les timides regrets officiels japonais n'ont pas complètement effacés.

C'est dans ce contexte qu'il faut évaluer le nouvel accord américano-japonais signé par le président Clinton et le Premier ministre Hashimoto le 15 avril 1996 : " Alliance pour le XXI. siècle " dit le communiqué commun, qui, d'ailleurs, "ne vise plus la seule défense du Japon, mais la stabilité régionale". En fait, cet accord est une première entorse à l'article 9 de la Constitution en définissant une véritable coopération militaire entre les deux pays. C'est aussi la seule organisation militaire de la zone. Ainsi, le Japon n'est plus un acteur passif se contentant d'accueillir les forces américaines, mais devient un partenaire à part entière susceptible de participer avec les Etats-Unis au maintien de la paix dans le Pacifique. De fait, c'est bien la menace potentielle de Pékin qui constitue la toile de fond de cet accord. C'est pourquoi, pour ménager la Chine, le texte appelle celle-ci à "jouer un rôle constructif et positif".

Le Japon ne peut se passer de l'alliance américaine, en particulier dans le domaine de la dissuasion, face aux deux grandes puissances nucléaire dans son voisinage, la Russie et la Chine. La puissance économique et industrielle du Japon gêne les Etats-Unis, mais ils en auront un jour besoin face à la Chine .

1. La Chine

1. L'histoire de la Chine

La Chine, Etat continent, Etat civilisation, quelques données permanentes la caractérisent : beaucoup d'espace, d'hommes, de temps, prépondérance agricole, grande cohérence culturelle, grande influence de " l'homme du pays du Milieu " sur ses voisins et le monde. Pourtant, les contrastes abondent : inégalités à l'intérieur des différents territoires et entre centres et périphéries ; un tiers du territoire chinois, peuplé des minorités non han connaît des densités moyennes inférieures à 10 habitants au kilomètre carré, un autre tiers des densités supérieures à 400 . Ces disparités de densité mènent aux disparités de performances économiques parmi les régions chinoises.

La Chine a été autocentrée pendant la partie majeure de sa longue histoire d'environ 4000 ans. Cette époque s'est brusquement terminée par la guerre de l'opium avec les Anglais au dernier siècle. Pendant les deux guerres mondiales la Chine se concentra de nouveau sur elle-même : C'est à cette époque que les communistes de Mao rivalisaient avec le Cuomindang sous Tchang Kaï-Chek.

La fin de la guerre à Vietnam permit aux Etats-Unis et à la Chine de reprendre leurs relations diplomatiques et à cette dernière de faire sa rentrée sur la scène internationale. Son rôle, vu du point de vue de l'Occident, devait se limiter, tout du moins jusqu'à la fin de la Guerre Froide, à jouer un contrepoids à la Russie. La dissolution de l'URSS a permis à la Chine de jouer un nouveau rôle. Cela d'autant plus que

l'économie communiste a été réorientée vers la voie de développement envers une économie plus libre et privée.

Avec la fin de la guerre froide, la Chine acquiert tout naturellement une nouvelle dimension. En effet, l'effondrement de l'URSS, la stabilisation des relations avec la Russie ainsi qu'un certain retrait des Etats-Unis, font de ce pays un, sinon l'acteur asiatique majeur. En contrepartie, son implication et son rôle dans toutes les zones de tension et tous les affrontements la font de plus en plus ressentir par ses voisins comme une menace, ou tout le moins comme un risque pour la stabilité et la paix dans la région .

Après s'être fait admettre par les grandes puissances, la Chine a cherché à consolider sa périphérie, processus loin d'être achevé : les Russes n'ont pas été écartés de Mandchourie; le problème mongol demeure ; au Sinkiang, le contrôle de l'Islam reste pour Pékin une de ses préoccupations, sans parler du Tibet. Les contentieux frontaliers, en dehors de celui avec la Russie qui semble réglé, demeurent, sans parler des multiples différends maritimes. Quant à "libérer" Taiwan, réintégrer Macao, tout en contrôlant les Chinois d'outre-mer, on voit que le processus est lent.

En dépit d'une ouverture certaine, le verrouillage de son système politique reste totalitaire , ses revendications territoriales ainsi que ses récentes "gesticulations" militaires face à Taiwan contribuent à accentuer cette image négative ; d'autant qu'un taux de croissance important et soutenu lui permet dans le même temps d'entreprendre la modernisation significative de ses forces armées.

2. L'économie chinoise :

La Chine, avec son taux actuel supérieur à 10 %, pourrait, s'il demeure ainsi jusqu'à l'an 2020, dépasser le PIB des Etats-Unis. Déjà, si l'on raisonne en parité de pouvoir d'achat (PPA), son PNB est au niveau de celui du Japon et représente un tiers de celui de l'ensemble de l'Europe .

Un certain retard de la Chine montre bien qu'il s'agit d'un pays qui vient de quitter le statut d'un pays du deuxième monde. Prenons l'exemple du transport et comparons les conditions chinoises avec celles de l'Inde, un pays du même statut : la Chine dispose pour 1 000 kilomètres carrés de 5 kilomètres de voies ferrées (15 en Inde), et de 91 kilomètres de routes (contre 335 en Inde).

L'économie chinoise est soutenue d'une manière très importante par les communautés chinoises de la diaspora installées dans le monde entier. Cette diaspora constitue 10% de la population du Sud-Est asiatique, mais regroupe 86% des milliardaires. Une étude a calculé

que les quelque 55 millions de Chinois d'outre-mer ont une production presque équivalente de celle de la France . Concernant l'économie dans la Chine, on peut considérer que les réformes économiques, lancées par Deng Xiao Ping il y a une vingtaine d'années, ont été confirmées par le congrès national du parti communiste chinois en été dernier. Néanmoins la Chine reste un des pays où la liberté économique est parmi les plus faible au monde . Et personne ne peut garantir que la réforme de l'économie chinoise se trouve engagée dans un processus irréversible. Cependant, il est sûr que la Chine représente un marché gigantesque, tant pour les biens de consommation, que pour les biens nécessaires à la construction d'une économie. En outre la Chine ne dispose pratiquement pas de banques d'une importance internationale, capables de fournir les crédits nécessaires pour la conduite de tous travaux de construction. Elle dépendra donc des crédits étrangers. Là aussi, le Japon a des atouts : son système financier est habitué et apte à fournir des immenses crédits d'investissements.

3. Les forces armées chinoises :

Incontestablement, grâce à la croissance économique ,l'effort entrepris par la Chine, en vue de moderniser de l'Armée Populaire de Libération (APL) est très important. Concernant cette modernisation, on doit faire un certain nombre de remarques : compte tenu de l'importance numérique des armées chinoises, elle ne concerne en priorité que 10 à 25 % des trois armées ; les efforts semblent surtout destinés à donner à la Chine des capacités de projection de puissance et d'intervention spécialement dans les domaines aérien et naval ainsi que dans les forces de réaction rapide.

En ce qui concerne les équipements perfectionnés, la Chine fait largement appel à la Russie : achat et construction sous licence de SU 27, de MIG 31, capacité de ravitaillement en vol, détection aéroportée avec IL 76 ... Les développements de cette nouvelle alliance sino-russe doivent être observés avec attention, car celle-ci pourrait bien dans les prochaines décennies modifier considérablement l'équilibre stratégique de l'Asie-Pacifique.

Il ne faut pas oublier de mentionner que la Chine s'est dotée d'un armement nucléaire qu'elle n'a cessé de moderniser.

2. Les relations sino-japonaises

L'époque du colonialisme a fait émerger un réveil des deux peuples les plus grands du Pacifique asiatique : les Japonais et les Chinois. Imbriqués dans les intrigues entre les puissances coloniales, la lutte pour la domination dans l'espace du Pacifique asiatique menait d'abord à la guerre entre la Russie et le Japon de 1904 à 1905 et ensuite entre le Japon et la Chine. La médiatisation

du président américain Théodore Roosevelt pour mettre un terme à la guerre russo-japonaise marqua le début d'un rôle dominant des Etats-Unis dans la zone pacifique. Mais le calme relatif, qui régnait de plus dans la région sous la surveillance américaine, semble aujourd'hui être fortement perturbé. Des revendications territoriales pourraient détruire l'équilibre trouvé dans la région depuis la Seconde Guerre mondiale . Prenons l'exemple de la mer de Chine : Celle-ci est la mer la plus disputée au monde. Elle est traversée par des routes maritimes vitales pour tous les pays de la région. On se souviendra par exemple que 75 % des approvisionnements japonais passent par le détroit de Malacca. Elle recèle en outre d'importants espoirs de ressources pétrolières. On comprend donc que l'ensemble de cette zone maritime soit un objet de convoitise de la part des Etats riverains : Chine et Taiwan, Vietnam, Malaisie, Brunei, Philippines. Dans un tel contexte, les revendications de la Chine sur pratiquement toute la mer de Chine du Sud, des Paracels aux Spratley, concrétisées par la loi (chinoise) du 25 février 1992 qui affirme sa souveraineté sur toutes les terres émergées de la mer de Chine et appuyé par des prises de gage, occupations d'îlots et concessions pétrolières, ne manquent pas de créer un climat de tension. Les incidents sont nombreux ; mal maîtrisés, ils pourraient facilement dégénérer en conflit. Il est sûr que de l'attitude de la Chine dépendra la paix et la sécurité de cette partie du monde. Il est sûr aussi qu'avec le développement économique, la Chine sera de plus en plus dépendante de son approvisionnement en pétrole et de son commerce maritime.

Quoi qu'il en soit, au lieu de s'acheminer, ainsi qu'on le pense souvent, vers un monde asiatique centré sur le Japon, sorte de nouvelle "zone de co-prospérité", il semble bien qu'on aille plutôt vers la construction d'un ensemble multipolaire où la Chine et le Japon seront deux centres importants ... et où il existera d'autres pôles comme la Corée réunifiée et l'Indonésie .

Il est évident aussi que la fin de la guerre froide avec le retrait soviétique et une diminution de la présence américaine, au moins dans le sud de la Zone, ont pu causer dans les pays de l'ANSEA un sentiment inquiet de "vide stratégique régional", que les puissances plus importantes telles que la Chine, le Japon ou l'Inde pourraient avoir tendance à combler à leurs dépens.

Jusqu'à ce jour, les forces japonaises navales et aériennes, quoique très importantes, sont surtout équipées en vue de la surveillance et de la défense, à l'exclusion de toute capacité de projection de forces notamment aéronavales. Il est certain que l'une acquisition par la Chine de porte-avions avec de telles capacités risquerait fort d'amener le Japon à faire de même (et vice versa d'ailleurs).

Si les raisons économique et politique dominant de deux côtés, l'avenir pour ces deux acteurs principaux réside dans une symbiose fertile. Cette symbiose pourrait inclure un jour un partenariat dans le domaine de la politique de sécurité. Naturellement, la situation géopolitique du Japon conditionne une large ouverture dans toutes les directions, et surtout vers les côtes outre-pacifiques. Mais le Japon pourrait très bien profiter aussi dans ses relations d'une liaison étroite et stable avec la Chine. Par contre, cette liaison dépend

d'une autonomie certaine du Japon. Cela nous emmène à un problème évident : celui de la sécurité et de la défense du Japon. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Japon est sous l'abri des Etats-Unis. Est-il envisageable que ce type de relation perdure? La conséquence d'une perpétuation de ce rôle nécessiterait une entente d'abord entre les Etats-Unis et le Japon, et après entre la Chine et le Japon sur le fond des réponses aux questions de la politique de sécurité.

Le rôle géopolitique du Japon en Asie montre quelques parallèles avec celui de la Grande-Bretagne en Europe : les deux pays ont fait l'expérience que la volonté d'influencer, voire de déterminer le sort politique du continent riverain trouve ses limites. La Grande-Bretagne en a perdu son empire mondial, le Japon sa position dominante sur le continent asiatique. Ensuite les deux pays furent contraints de trouver une nouvelle compréhension de leurs rôles politiques. Ce qui leur est commun c'est une bonne volonté de garder leur indépendance la plus grande possible.

3. Conclusion

Dans cette région du monde en pleine croissance économique, la Chine et le Japon sont déjà les véritables compétiteurs pour la suprématie du futur. La Chine y fait d'ailleurs figure de menace, en raison de son implication dans toutes les zones de conflit et de ses réticences à entrer dans un processus de règlement multipolaire.

Mais le développement de ces nouvelles capacités peut en effet faire naître dans la zone une certaine crainte, et même apparaître comme une menace. A cet égard, le renforcement de la flotte sous-marine et les bruits persistants d'une recherche d'acquisition de porte-avions peuvent paraître inquiétants. De fait, l'accession de la Chine à une capacité aéronavale ne manquerait pas de créer une situation militaire nouvelle risquant d'entraîner le Japon, voire la Corée et Taiwan, dans une course aux armements de même nature. Cependant, on doit reconnaître qu'il est dans la nature des choses, qu'un pays représentant le quart de l'humanité puisse se doter, croissance économique aidant, de forces militaires à la mesure de son importance et de ses intérêts. Malgré tout la Chine ne paraît en mesure d'inquiéter sérieusement ni le Japon ni même Taiwan, ni de bouleverser l'équilibre militaire. Reste à rappeler le rôle important des Etats-Unis pour la sécurité de l'Asie-Pacifique :

" Si la relation triangulaire Chine-Japon-Etats-Unis est équilibrée, alors tout le reste de l'Est asiatique sera stable. "